

Jean-Louis Borloo

« Il faut un plan Marshall de l'énergie pour l'Afrique »

PHOTOS - STÉPHANE LAVOUÉ

→ Depuis qu'il a mis fin à ses fonctions politiques en 2014, Jean-Louis Borloo, ancien ministre de l'Écologie, se consacre à sa fondation Énergies pour l'Afrique avec un objectif : l'électrification du continent d'ici 2025. Un projet qu'il espère concrétiser à l'occasion de la COP21.

Lorsque vous étiez ministre de l'Écologie, vous avez porté en 2009 le Grenelle de l'environnement. Comment jugez-vous le chemin parcouru alors que le Parlement vient d'adopter la loi de transition énergétique ?

Jean-Louis Borloo : Le plus important est sans doute le mouvement que le Grenelle a suscité chez les citoyens, les collectivités et les entreprises, vers une société plus économe en ressources. Selon un rapport du cabinet Ernst & Young, évaluant les 170 accords sectoriels qui en ont découlé, le Grenelle a généré 600 milliards d'euros d'activité. Nous sommes toutefois à un moment charnière. Les nouvelles technologies de l'information ont pris beaucoup d'ampleur et des métiers de la transition énergétique comme celui de Dalkia vont être bouleversés. D'où l'importance de la R&D et de l'innovation, sans quoi Google et Apple prendront la place sur ces métiers.

Six ans plus tard, y a-t-il un essoufflement ?

J.-L. B. : Non, l'élan est toujours là. La prise de conscience unanime – de la communauté internationale mais aussi du grand public – que les questions environnementales sont des défis majeurs à relever est en elle-même une avancée. Des engagements importants ont été pris, des efforts significatifs ont été faits et les mesures mises en œuvre ont permis, dans certains pays, de réduire les émissions de GES. C'est le cas en France. Car, contrairement aux idées reçues, la France compte parmi les pays industriels les plus exemplaires en matière d'écologie : nous sommes le pays qui a le plus réduit ses consommations depuis 1990. Tout cela démontre que c'est possible.



Cet essor démographique fulgurant fait que ces jeunes États sont dans l'impossibilité de financer les infrastructures minimales pour l'école, l'eau, la santé... 90 % de la croissance est concentrée dans cinq zones électrifiées, pour l'essentiel portuaires. Cette absence d'énergie engendrera une déstabilisation totale du continent si rien n'est entrepris.

Comment faire pour que des financements arrivent ?

J.-L. B. : Le paradoxe est que ce continent a un immense potentiel énergétique, notamment dans les énergies renouvelables – la géothermie en Tanzanie ou au Kenya, le solaire dans le Sahel, l'hydroélectricité au Congo... L'électrification du continent peut être faite en dix ans. Les projets existants sont identifiés et représentent un montant situé entre 200 et 250 milliards d'euros. Techniquement, on sait faire. Il ne manque qu'un outil pour en assurer le portage et la soutenabilité : c'est le propos d'Énergies pour l'Afrique. L'objectif est de lever 50 milliards d'euros sur dix ans pour donner l'élan. Une fois ce montant avancé, les investissements privés existants seront sécurisés et d'autres suivront. Cinq milliards par an, c'est très peu à l'échelle des pays développés, sans compter le retour sur investissement attendu pour la croissance mondiale. Je recommande d'ailleurs aux entreprises françaises de réagir vite. Ne pas être présentes en Afrique serait une folie.

—
En savoir plus : www.energiespourlafrique.org

« Seuls 25 % des Africains ont accès à l'électricité. C'est un continent totalement informé mais plongé dans le noir. »



La France va accueillir la COP21 en décembre. Y a-t-il beaucoup à attendre de cette conférence climatique ?

J.-L. B. : Pour moi, le vrai sujet, c'est de financer l'adaptation des pays déjà très abîmés par le dérèglement climatique : le Bangladesh, l'Afrique et quelques petites îles. C'est avant tout une question de justice climatique : ces pays qui n'émettent quasiment pas de CO₂ et qui, pour l'Afrique, constituent même un puits de carbone majeur, sont les premières victimes du dérèglement. L'impact est considérable : vulnérabilité de l'agriculture, sécheresses, accès à l'eau difficile, pluies de plus en plus irrégulières, inondations, perturbations des écosystèmes et déforestation.

L'Afrique est un enjeu majeur, et il y a urgence. Il faut un plan Marshall, pour les mêmes raisons que les Américains l'ont fait après guerre : pour la stabilisation du continent et pour son développement économique. L'Afrique peut être un relais de croissance pour l'Europe.

Un élément marquant est à prendre en considération : depuis la conférence de Copenhague sur le climat en 2009, l'Afrique s'est vue dotée de 700 millions de portables supplémentaires, alors que seuls 25 % des Africains ont accès à l'électricité. C'est un continent totalement informé mais plongé dans le noir.

C'est ainsi que vous expliquez le drame des migrants, par un problème énergétique ?

J.-L. B. : Plusieurs phénomènes se cumulent : une migration économique, celle liée aux conflits régionaux et celle liée aux dérèglements climatiques qui font des ravages en Afrique. Qui peut penser que les 650 millions d'Africains qui n'ont pas la lumière n'iront pas vers l'énergie ? C'est-à-dire en Afrique du Sud – avec déjà pour conséquence des émeutes xénophobes, dans les grandes capitales éclairées africaines – où se constituent des chaudrons urbains, ou vers Riyad, Djeddah, les capitales du Golfe, et évidemment l'Europe.

Nous sommes face à un continent d'un milliard de personnes dont on projette une population multipliée par deux dans trente ans.

Jean-Louis Borloo en 8 dates

- 1989 : Élu maire de Valenciennes
- 1993 : Député du Nord
- 2002 : Ministre délégué à la Ville
- 2004 : Ministre de l'Emploi et de la Cohésion sociale
- 2005 : Président du Parti radical
- 2007 : Ministre de l'Écologie
- 2012 : Président de l'UDI
- 2014 : Retrait de ses mandats politiques

